l'étincelle
Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

« Travailleurs de tous les pays, unissons-nous ! » (Karl Marx)

CHS Novillars

Besançon, le 07/06/2021

Au premier tour des élections régionales, votons Lutte ouvrière

Sur fond de campagne pour les Régionales dont le premier tour aura lieu le dimanche 20 juin, Macron est parti à la rencontre de la population, pour un « tour de France ». Il a surtout entendu la colère des classes populaires, Gilets jaunes ou retraités, une colère qu'il craint au point qu'il remballe jusqu'à 2022 sa réforme des retraites. Question « inflammable » qui risquerait de « remettre des millions de Français dans la rue », lui ont dit ses amis !

L'insécurité en boucle

En fait Macron, comme la droite et l'extrême droite, se sert des régionales comme d'un tremplin pour la présidentielle de 2022. Tous ont enfourché le thème de la « sécurité » : davantage de policiers, davantage de répression, davantage de prisons, c'est ça qu'on voudrait ? Jusqu'au PCF, qui lui aussi déclare que la sécurité est sa priorité. Pour Macron, quasiment chaque fait divers a été le prétexte à ajouter un étage au millefeuille des lois sécuritaires et scélérates : loi de « sécurité globale », loi « séparatisme », « lutte contre le terrorisme ».

Toutes faisant assaut de démagogie xénophobe et raciste. Le spectacle donné en haut lieu est à vomir.

Mais de quelle violence parle-t-on au juste ?

Les violences en général n'ont pas augmenté, si ce n'est du côté de celles faites aux femmes, dont les meurtres par leurs conjoints ou ex-conjoints, mais on a compris que cette question n'était pas leur priorité.

Si un sentiment d'insécurité existe, c'est celui du million de personnes supplémentaires qui sont passées sous le seuil de pauvreté ; celui des centaines de milliers qui ont perdu leur emploi, celui de l'ensemble des travailleurs dont les revenus ont chuté et dont les conditions de travail et de vie sont devenues plus dures. Et le patronat a profité du Covid pour en rajouter. Le fléau touche particulièrement les jeunes, qui craignent pour leur avenir. Au total, un million des moins de 30 ans vivent sous le seuil de pauvreté. Les 18-24 ans sont exclus des minima sociaux et ont eu toutes les difficultés à trouver des revenus durant la crise sanitaire, qu'il s'agisse de jobs étudiants ou d'un véritable emploi.

L'insécurité est en fait sociale. C'est le pouvoir exorbitant des richissimes sur les plus pauvres. D'un côté les profits record du CAC 40, de l'autre la pauvreté grandissante. D'un côté des milliardaires français qui ont vu leur fortune augmenter de 40 %, de l'autre huit millions de personnes dépendantes de l'aide alimentaire, entre mars 2020 et mars 2021. Ce que défendent les grands partis, de gauche comme de droite ou d'extrême droite, au pouvoir comme dans l'opposition, c'est au fond cette violence sociale, qui consiste à faire payer la crise aux classes populaires.

Quelles sont nos priorités ?

La sécurité, oui. Mais sécurité de l'emploi, des salaires, des indemnités de chômage, des retraites. La qualité des services publics de santé, d'éducation, de transport. L'accès au logement. L'accès aux études et à des bourses pour nos enfants. Et tant d'autres choses qui nous font défaut.

Comment les imposer ? Certainement pas par des élections, régionales ou présidentielle, où même les prétendus partis de gauche s'alignent sur les thèmes réactionnaires et nationalistes de leurs rivaux de droite en nous mettant en garde contre les migrants et les étrangers, en nous faisant croire que nous serions économiquement protégés par des frontières. Notre seule force, au contraire, ce sont nos luttes et les alliés que nous pouvons trouver, pour leur succès, en dehors de ces barrières artificielles que sont les frontières nationales, parmi les millions de travailleurs et de jeunes qui se battent farouchement dans le monde entier, de la Colombie à l'Algérie, de la Palestine au Pérou…

Pour affirmer cela, votons Lutte ouvrière, pour les seules listes de candidats à ces Régionales qui portent nos intérêts de travailleurs et affirment des perspectives révolutionnaires. À l'opposé de ces discours réactionnaires secrétés en haut lieu qui empoisonnent actuellement l'atmosphère politique.

Tous ensemble pour nous faire entendre

Les revalorisations salariales du second volet du Ségur de la santé doivent être appliquées le 1er octobre 2021. Une partie des paramédicaux en sont exclus. Le gouvernement a annoncé des augmentations, mais à l'heure actuelle, les syndicats ne semblent pas avoir connaissance des nouvelles grilles de traitement ni des décrets d'application.

Les syndicats CGT et Sud appellent à un rassemblement le 15 juin, à 17 heures devant la préfecture. Soyons-y nombreux pour exiger :
– 300 € net d'augmentation pour tous ;
– un plan massif d'embauches, de titularisation et de promotion professionnelle ;
– la reconnaissance de la pénibilité.

Nous devons imposer que le gouvernement augmente drastiquement le budget de la santé plutôt que de déverser les milliards sur les entreprises du CAC 40.

Colère des psychologues

Les psychologues sont en colère. Il faut dire qu'elles voient beaucoup de patients dans les hôpitaux et qu'elles sont indispensables dans les structures de soins. Néanmoins, elles ne sont pas assez nombreuses et les listes d'attente dans les CMP en attestent. Le gouvernement fait toujours mine de s'inquiéter de la population qui a souffert du confinement mais ne met rien en place pour qu'elle puisse être prise en charge. Dans le privé, les consultations ne sont toujours pas remboursées, et donc inaccessibles à beaucoup.

C'est tout le système de santé qui est défaillant et nous n'avancerons qu'en luttant tous ensemble.

Galère au B, soins au rabais

Il n'y a plus de médecin au service B pour assurer le minimum de suivis. Le Callypso est particulièrement en souffrance.

Cette situation n'est pas un cas particulier. De nombreux hôpitaux manquent de médecins et de nombreux postes peuvent rester vacants des années.

Les gouvernements successifs n'ont pas fait grand-chose pour résoudre ce problème. Ils montrent ainsi l'importance qu'a pour eux la prise en charge des patients souffrants de maladies psychiques.

Le compte n'est pas bon

Vendredi dernier, le gouvernement a annoncé que plus de 90 000 soignants et auxiliaires de vie (principalement des salariés travaillant dans des établissements accueillant des personnes handicapées) bénéficieront, à leur tour, le 1er octobre 2021 des 183 euros net déjà accordés aux hospitaliers dans le cadre du Ségur de la santé. Certes, l'augmentation mensuelle est la même, mais considérant que cette augmentation arrive avec un an de retard, Olivier Veran leur doit, à chacun, la coquette somme de 12 fois 183, soit 2 196 euros !

Une retraite en catimini ?

Emmanuel Macron a déclaré jeudi 3 juin que la réforme des retraites *« ne pouvait pas être reprise en l'état ». « Il est trop tôt »* pour décider, même si *« rien n'est exclu »*. En clair, il est urgent d'attendre.

La grève contre la réforme des retraites a tenu jusqu'au confinement. Et plusieurs mouvements comme les gilets jaunes l'avaient précédée. Pas sûr que les salariés déconfinés accepteraient de travailler plus longtemps, avec des chômeurs encore plus nombreux. En ressortant sa réforme, Macron risquerait surtout la retraite anticipée…

Féminicides : décompte macabre

Ces derniers jours, plusieurs femmes ont été assassinées par leur conjoint ou ex : une battue à mort à Douai, une autre poussée par une fenêtre du huitième étage d'un immeuble à Colmar.

49 féminicides ont été ainsi recensés depuis le début 2021 ! Et à chaque fois ou presque le scénario est identique : la victime avait porté plainte ou déposé une main courante… et rien n'a été mis en place pour la protéger !

Alors, loin des discours et effets de manche, il faut d'urgence des moyens pour une véritable politique de protection des femmes maltraitées et d'éloignement des conjoints violents. Ce qui se ferait peut-être si nous nous mobilisions pour crier notre colère contre une société dans laquelle la vie d'une femme coûte si peu !

Quand le Samu ne répond plus

Mercredi 2 juin, les numéros d'urgence comme le Samu ou les pompiers étaient inaccessibles en raison d'une panne du réseau de l'opérateur Orange. La coupure aurait été responsable de plusieurs décès. Du côté de l'opérateur, on invoque « un incident technique sur un routeur ». Il a bon dos, le routeur. Connaîtra-t-on un jour les vraies raisons de cette panne ?

Ce qu'on sait avec certitude par contre, c'est que cette entreprise, bien connue pour ses méthodes de management souvent assimilables au harcèlement, a diminué son effectif de 20 000 personnes en France entre 2014 et 2020, et réalisé en 2019 un bénéfice net de trois milliards d'euros.

Difficile de ne pas y voir un rapport.

Pour nous écrire ou prendre contact, e-mail : etincelle25@free.fr
Notre site internet : https://www.convergencesrevolutionnaires.org/